

A Mort Pétain

Ah! la belle farce!

On voulait démontrer que Pétain a trahi et l'on s'aperçut que tous ses accusateurs ne valent pas mieux que lui, que ses juges lui ont tous plus ou moins prêté serment et qu'en fin de compte il n'a fait qu'appliquer la politique de son patron: la bourgeoisie française.

« Il a trahi la nation », disent les dirigeants ouvriers. Et le procès leur répond, moqueur: la nation aujourd'hui c'est encore la bourgeoisie, et il est impossible de démontrer qu'il l'a trahie puisqu'il n'a fait qu'exécuter ses ordres.

Daladier va-t-il lui reprocher d'avoir utilisé les pleins pouvoirs et les camps de concentration?

Ou bien Reynaud qui l'a proposé comme Président du Conseil, de l'avoir été?

Et Blum, qui lui trouve « de la prestance et un regard limpide », et Herriot qui déclarait le 9 juillet 1940 :

« Autour de M. le Maréchal Pétain, dans la vénération que son nom inspire à tous, notre nation s'est groupée en sa détresse. Prenons garde de ne pas troubler l'accord qui s'est ainsi établi sous son autorité. »

Et le général de Lattre de Tassigny (Où! le même) qui lui donna un coup de main pour réussir l'opération du 10 juillet 1940? Et Lebrun qui n'oubliait pas de lui souhaiter la bonne année? Jusqu'au communiste Billoux qui demandait à témoigner au procès de Riom!

Le seul procès qu'on aurait pu faire à Pétain n'a pas eu lieu. C'est celui d'être un vieil assassin d'ouvriers. D'avoir commencé cette brillante carrière en procédant à la décapitation des mutineries militaires en 1917 (les « fusillés pour l'exemple »). D'avoir continué en 1940 pour maintenir « l'ordre » et pour cela avoir collaboré avec ces spécialistes en la matière qu'étaient les SS.

Mais comment la bourgeoisie française ferait ce procès à Pétain? N'était-ce pas elle qui collaborait? N'était-ce pas elle qui trouvait très à son goût qu'on fasse un peu la chasse aux ouvriers qui voulaient s'organiser? N'était-ce pas elle qui baillait les beaux bénéfices des commandes allemandes? N'était-ce pas les patrons qui appelaient les SS contre les grévistes?

D'ailleurs le procureur général n'a pas caché qu'il ne trouvait pas répréhensible la chasse aux communistes et que ce n'est pas ce procès qui aura lieu. Le 25 juillet, il déclarait: « L'accusation ne révèle pas contre le Maréchal Pétain le grief d'avoir persécuté spécialement les communistes en tant que Parti, elle lui reproche d'avoir persécuté beaucoup de patriotes et beaucoup de résistants en invoquant le danger communiste. Il y a une différence. »

Tu parles! Le procès Pétain, c'est le procès de toute la bourgeoisie française, voilà pourquoi le vrai procès Pétain n'aura pas lieu. Il a bonne mine le camarade Thorez qui déclare: « Un seul gouvernement, une seule armée, une seule police ». Voilà le procès qu'il vous a monté votre « seul » gouvernement!

« Place aux Tribunaux Populaires! », voilà le seul mot d'ordre d'un vrai fils du peuple. Alors nous aurions vu Pétain un peu moins flambard. Il n'aurait plus été sourd à volonté s'il avait eu à répondre de ces crimes devant les représentants des emprisonnés, des torturés, des déportés, des familles de fusillés de 1917 et de 1940-1944.

Et il n'y aurait pas que lui sur la sellette, mais aussi tous les patrons qui l'ont dirigé, approuvé, et qui sont aujourd'hui les « bons patrons patriotes »,

ainsi que les trustmen aujourd'hui au gouvernement. Alors la lumière aurait été faite. Tous les beaux parleurs de témoins seraient un peu moins innocents. Ils seraient tous dans le bain. Une telle justice n'aurait pas honte d'elle-même. Au lieu de se terrer dans une arrière-salle, elle diffuserait ses séances à la radio!

Mais ce ne sont pas ses victimes, mais ses pairs qui ont jugé Pétain. Une fois que l'impérialisme allemand est battu, la bourgeoisie montre qu'elle a abandonné la politique d'il y a deux ans. Alors Pétain est condamné, mais pour la forme. « Combat » va être content, puisqu'on ne va pas faire de Pétain un martyr en l'exécutant. Pétain va maintenant avoir une retraite que des milliers de vieux travailleurs envieraient. Mais qu'il vive assez longtemps, et le prolétariat révolutionnaire ouvrira à nouveau le procès Pétain et ne lui épargnera pas les douze balles qu'il lui doit.

PERON.

BAS LES PATTES

Suite de la 1^{re} page:

par l'Armée soviétique, ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais qui détruiront toutes les réformes de caractère anticapitaliste et redonneront les terres aux seigneurs et les usines aux patrons et aux banques indigènes ou étrangères.

Après l'autre guerre, la social-démocratie fut utilisée par la bourgeoisie pour maintenir le régime capitaliste dans l'Europe en révolution (Allemagne, Autriche, etc...). Aujourd'hui, elle recommence à défendre les mêmes intérêts en se servant du même drapeau contre l'U.R.S.S. et l'Armée Rouge. Bevin se fait le défenseur des intérêts des banques anglaises concessionnaires en Europe centrale, c'est-à-dire précisément de ceux qu'il promettait de combattre et d'abattre au cours de la campagne électorale.

Mais si nous combattons, et si tous les travailleurs doivent combattre cette offensive « démocratique » antisoviétique, qui s'ouvre dans le camp allié, devons-nous pour cela approuver la politique de la bureaucratie soviétique?

Celle-ci a effectivement entamé de profondes réformes dans les pays occupés par l'Armée Rouge. Nous sommes pour! Nous demandons qu'elle les pousse plus loin jusqu'à l'extinction complète du régime capitaliste et de la bourgeoisie.

Nous sommes pour qu'elle les fasse en Hongrie, en Roumanie, et aussi en Chine où elle vient de pénétrer et où elle doit aller le plus loin possible contre le valet des banques Tchang-Kai-Chek. Mais nous disons en même temps: ces réformes ne seront durables que si l'Armée Rouge y associe les masses travailleuses de ces pays. Si elle les appelle à constituer des Soviets démocratiquement élus pour constituer des Etats et des gouvernements prolétariens réellement issus et contrôlés par les masses. Si elle appelle les ouvriers et les paysans à élire des Comités pour gérer, contrôler, dresser un plan de l'économie.

Mais au lieu de cela, la bureaucratie soviétique par peur des masses révolutionnaires et de leur contrôle sur les dirigeants, a systématiquement détruit, empêché ces formes d'organisation des ouvriers et des paysans. Elle les remplace par des organismes bureaucratiques nommés par en haut et où on trouve des éléments de

gouvernement de l'ancien régime, qui trahiront au premier appel. Elle empêche toute organisation libre et démocratique de la classe ouvrière et des petites gens et instaure contre eux un régime policier arbitraire. Ce faisant, elle fait perdre confiance aux travailleurs dans les réformes les plus révolutionnaires, elle fait perdre confiance dans le communisme. Au lieu de souder les masses populaires dans l'enthousiasme à des Républiques socialistes soviétiques, elle les en détache et par là, les rend extrêmement vulnérables aux offensives du capital démocratique.

Les promesses démocratiques des Bevin et autres peuvent mordre sur ces populations dégoûtées du « socialisme » stalinien et les amener à redonner eux-mêmes le pouvoir à leurs exploités. Voilà où mène la peur du peuple.

Mais ainsi se trouve posée une question plus grave encore et plus générale. Celle de l'U.R.S.S. en face de ses alliés qui ne seraient pas d'un mauvais œil leur « démocratie », c'est-à-dire le capitalisme, y être réintroduit. Qui dit que les impérialistes anglais et américains s'ils sont capables de détruire les réformes de caractère socialiste dans l'économie des pays d'Europe centrale, s'en tiendront là et ne commenceront pas à peser tout leur poids économique, politique et militaire — qui est énorme, — pour détruire en U.R.S.S., aujourd'hui affaiblie par la guerre, la propriété étatisée? Et pourquoi attendraient-ils d'avoir achevé la première tâche pour entamer la seconde? Dès aujourd'hui ne menent-ils pas les deux de front? Et là encore, comme dans les pays occupés, la seule défense réelle de l'U.R.S.S. ne résidera pas dans des accords avec des bourgeoisies « alliées » mais dans l'activité révolutionnaire des prolétaires du monde entier. Seule celle-ci pourra lier les mains des capitalistes de Wall-Street et de la City ce qu'aucun chiffon de papier ne fera.

Dans ce but, les travailleurs du monde entier doivent maintenant rompre l'union sacrée avec la bourgeoisie. Dès maintenant il faut que les organisations ouvrières et en particulier les P.C., rompent les coalitions gouvernementales avec leur bourgeoisie qui lie les mains des travailleurs et laisse celles des capitalistes libres pour machiner leurs attaques antisoviétiques.

Dès aujourd'hui il faut réclamer le rétablissement de la démocratie soviétique en U.R.S.S., résurrection des Soviets avec libération d'expression pour les travailleurs, élection des officiers, rétablissement du contrôle ouvrier sur les gouvernants et sur l'économie. En même temps, il faut établir cette démocratie ouvrière, avec le libre droit à l'indépendance et à la fédération, dans les pays occupés qui s'écrouleront les masses au nouveau régime.

Ainsi se reformera l'union réelle des travailleurs du monde dans la lutte révolutionnaire pour défendre l'U.R.S.S. Ainsi l'U.R.S.S. pourra être sauvée de la pression alliée et d'autres Républiques Socialistes Soviétiques se créeront.

Mais pour cela il faudra entrer en lutte contre la bureaucratie incontrôlée du Kremlin qui a au moins autant peur de la Révolution que de l'attaque du capital étranger contre l'U.R.S.S. et ses conquêtes, et qui préférera sans doute abandonner les conquêtes territoriales et même sociales de l'U.R.S.S. plutôt que d'appeler à sa défense la Révolution Proletarienne.

Il faudra, en fin de compte, pour que l'U.R.S.S. soit sauvée que les travailleurs renversent cette bureaucratie. Mais cette tâche il ne faut à aucun prix la confier à Bevin et autres « démocrates » qui balanceraient en même temps les dernières conquêtes socialistes de la Révolution.

A Bas les Deux Ans

Alors que l'armée américaine nous a montré que six mois étaient largement suffisants pour la formation technique d'un soldat, la bourgeoisie française mobilise les jeunes travailleurs pour deux ans.

Ainsi, alors que le pays est en ruines et a besoin de toutes les forces et de toutes les énergies pour être reconstruit, la bourgeoisie ne trouve rien de mieux que de soustraire pendant deux ans les jeunes à l'usine et à leur famille.

Ce n'est pas étonnant. Le gouvernement est incapable de reconstruire parce qu'il a peur du peuple et se refuse à s'appuyer sur lui pour nationaliser les trusts. De la même façon, est-il incapable de remettre debout autre chose que l'armée des culottes de peau, par peur des éléments populaires qui s'étaient glissés avec les F.F.I. Ceux-ci ont été dégradés, chassés, parfois jetés en prison. Diethelm a « épuré ». Il fallait reprendre « en main » l'armée. Seulement, pour cela, on a remis les vichystois et les officiers réactionnaires en place pour faire la loi. Absolument incapables, ignorants et froussards sur le plan militaire, ils sont pourtant excellents pour essayer de briser la combativité des jeunes ouvriers par des brimades et des règlements abrutissants. Et c'est pour cela qu'ils ont besoin d'avoir pendant deux ans les jeunes entre leurs griffes! Même en dix ans, ils n'enseigneraient rien de la guerre moderne aux conscrits, parce qu'eux-mêmes sont d'une ignorance crasse. Un jeune métallo comprendra mille fois mieux la guerre mécanisée que ces généraux de cavalerie tout juste bons à flairer le crotin.

A bas les deux ans! Six mois de service! A bas les officiers incapables! Formation d'officiers dans des écoles contrôlées par des syndicats! Election des officiers par les soldats! Voilà les mots d'ordre que les travailleurs défendent pour empêcher que leurs fils perdent deux ans de leur vie au lieu d'apprendre un métier. ...

Sont-ce ces mots d'ordre que défendent les organisations ouvrières? Non! « Une seule armée », dit Maurice Thorez! Et cette armée c'est celle qui existe maintenant! Encadrée par des officiers aux services du capital; aussi longtemps que celui-ci subsistera elle servira elle-même le capital: elle protège son pétrole en Syrie, ses banques en Indochine, ses grands vignobles en Algérie. Elle protège les capitalistes contre le mouvement d'indépendance de leurs esclaves coloniaux. Une telle armée n'est pas et ne sera jamais au service de la démocratie et de la liberté, mais au service de l'impérialisme français et de ses répressions sanglantes.

Aussi certains sont-ils tentés de ne pas répondre à l'appel et de se planquer. Mais attention, sous des prétextes soi-disant révolutionnaires, certains incitent les mobilisables à « prendre le maquis » ou à désertir. Une telle attitude serait une sottise pour un jeune travailleur conscient. Aux jeunes mobilisa-

bles le Parti Communiste Internationaliste tient un tout autre langage. Il leur dit: « L'armée que tu vas rejoindre est l'armée de la bourgeoisie, dirigée par elle pour défendre ses intérêts. Pas plus qu'à l'usine tu n'y seras le maître, mais comme à l'usine tu y trouveras des travailleurs. Au régiment, comme ailleurs, conduis-toi en fils conscient et combatif de ta classe. Fais-y respecter tes droits, défends-y tes revendications: réduction du service militaire à six mois, droit de vote aux soldats, droit de s'organiser politiquement et de lire librement la presse ouvrière, afin de continuer la lutte de la classe contre les trusts, la bourgeoisie et leur fascisme! Contrôle de la nourriture et de l'hygiène par les soldats, élection des officiers par la troupe, paiement du plein salaire aux familles des mobilisés. La bourgeoisie va te donner des armes: apprends à t'en servir de ton mieux, car c'est seulement par les armes que tu vaincras un jour tes exploités. »

Ce langage est celui de Lénine. Seuls les trotskystes ne l'ont pas oublié.

A Bas la Calomnie dans les Rangs Ouvriers

La section espagnole de la IV^e Internationale nous communique:

La presse stalinienne de l'émigration espagnole continue sa campagne de calomnies et de provocations contre le « P.O.U.M. », dont le secrétaire général, Nin, on se le rappelle, fut assassiné par des agents de la G.P.U. en Espagne pendant la guerre civile.

Il faut mettre hors la loi les bandes trotskystes-poumistes, il faut abattre physiquement ces chiens au service de Franco et du fascisme; il faut que la République des Français se charge elle-même de la besogne; il faut s'en tenir au jugement des tribunaux de la République espagnole à leur égard. Voilà le langage des feuilles stalinienne espagnole.

Le plus ahurissant c'est que la République espagnole de Negrin condamne les dirigeants poumistes « parce que révolutionnaires voulant établir en Espagne un régime socialiste ».

Nous avons toujours combattu et nous continuons à combattre la politique centrisme du P.O.U.M., parti qui n'a jamais rien eu à voir avec la IV^e Internationale. D'ailleurs, les poumistes eux-mêmes sont bien soucieux de se délimiter du bolchevisme. Cependant, cela n'empêche pas que nous soyons les premiers à nous dresser contre la campagne de calomnies que le stalinisme mène contre les militants ouvriers du P.O.U.M.

Nous nous associons naturellement de toutes nos forces à cette protestation de nos camarades espagnols. L'activité de nos camarades espagnols suscite également les pires déchainements de la part des stalinistes espagnols. Un des orateurs stalinistes dans un meeting, à Toulouse, après avoir lu des citations tronquées du journal des « Communistes Internationaux » espagnols, « Lucha de Ccaes », le qualifia, bien entendu, de journal nazi.

La réfutation par les faits des calomnies antitrotskystes:

LES TROTSKYSTES

SOUS LA TERREUR NAZIE

Une belle brochure de 28 pages, contenant plus de 100 photographies des éditions clandestines des trotskystes. Prix 20 francs.

A notre permanence: 19, rue Daguerre (14^e),

Ou par poste: C.C.P. 4825.72 (Paris 14^e).

Imprimerie spéciale de LA VÉRITÉ